

République Française



**ELEMENTS DE LANGAGE DE M. Daniel ZAÏDANI,
Président DU CONSEIL GÉNÉRAL
CONSEILLER GÉNÉRAL DE PAMANDZI**

À l'occasion de la

**VISITE DE MARYLISE LEBRANCHU
Ministre de la Réforme de l'Etat, de la
Décentralisation et de la Fonction publique**

***Dimanche 7 juillet 2013
Hémicycle Younoussa Bamana – Conseil Général de Mayotte***

Madame la Ministre,

Monsieur le Préfet,

Messieurs les députés,

Messieurs les sénateurs,

**Madame, Messieurs les élus du Conseil général,
chers collègues,**

Mesdames, Messieurs les maires,

**Madame la Conseillère économique sociale et
environnemental,**

**Monsieur le Président du Conseil économique et
social**

Bonjour à tous,

Introduction

Madame la Ministre de la Réforme de l'Etat, de la Décentralisation et de la Fonction Publique, c'est pour nous un immense honneur de vous recevoir à Mayotte.

Je vous souhaite, au nom des mahoraises et mahorais et au nom du Conseil général que je préside, la bienvenue.

Je vous remercie, Madame la Ministre, de l'importance que vous avez voulu manifester à l'égard de notre territoire à l'occasion de cette visite, à un moment aussi important de l'actualité marqué par le nouvel acte de décentralisation, la préparation du statut de Région Ultrapériphérique de l'Union européenne au 1^{er} janvier 2014.

Je tiens aussi à vous remercier pour la disponibilité dont vous et vos services avez toujours fait preuve lors de nos rencontres et discussions sur les dossiers de Mayotte.

La priorité que vous avez souhaité donner aujourd'hui aux échanges avec l'ensemble des élus de Mayotte sur ce sujet majeur témoigne de l'importance que porte le Gouvernement à la réussite des évolutions institutionnelles et réglementaires que traverse Mayotte dans le cadre notamment de la construction de la départementalisation acquise en mars 2011.

Acte III décentralisation

L'acte III de la décentralisation constitue une étape importante pour dessiner la France des territoires de demain.

C'est aussi une opportunité pour mieux répondre aux aspirations (exigences) des mahoraises et des mahorais en terme d'égalité (de traitement) vis-à-vis de leurs compatriotes Domiens et Métropolitains.

Le Sénat s'est prononcé sur le 1^{er} volet des 3 textes de Lois de la réforme de la décentralisation en apportant des modifications importantes par rapport au projet initial du Gouvernement.

Nous devons garder à l'esprit que la réussite de cet acte fort de modernisation de l'action publique passe par un dialogue constant et constructif sur le terrain avec les élus locaux, pour une meilleure prise en compte des spécificités de nos territoires.

A l'occasion de sa visite, nous souhaitons faire partager à Madame la Ministre, une compréhension la plus réaliste possible de la situation dans laquelle se trouve notre territoire à travers des doléances.

La première de celles-ci porte sur la réforme actuelle.

Après avoir délibéré à l'unanimité, l'assemblée plénière du Conseil général de Mayotte a émis un avis défavorable au projet de loi sur la décentralisation et la réforme de l'action publique tel qu'il fut présenté le 25 mars dernier.

Pour améliorer le texte, nous souhaitons une réflexion sur plusieurs points.

1. D'abord sur la construction de la départementalisation de Mayotte.

Nous sommes convaincus que la réussite de la réforme de la décentralisation à Mayotte, passe par une Loi programme qui définit un calendrier de travail clair avec des échéances précis.

La planification peut donner une vision sur 10 ans pour éviter les attentes au cas par cas de la population. Les élus locaux pourront ainsi plus facilement porter les dossiers aux yeux de la population et les rassurer sur le rattrapage de l'île en matière de droits sociaux.

Le Conseil général est prêt à prendre l'attache d'un cabinet pour mettre en place cette Loi programme pour le département de Mayotte si le Gouvernement acte le principe de la planification.

2. La question de la représentativité des élus de l'Assemblée unique du département-région de Mayotte est un enjeu majeur.

Le projet de loi organique et le projet de loi ordinaire relatifs à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers intercommunaux et des conseillers départementaux adoptés le 17 avril 2013 par le Parlement, attribuent 26 conseillers départementaux à Mayotte.

Nous estimons que si ce nombre est maintenu en l'état, Mayotte serait alors sous-représentée démocratiquement.

En effet, le département de MAYOTTE dispose, en plus de compétences d'un département, également des compétences d'une région. C'est ce qui résulte notamment de l'article LO 3511-1 du code général des collectivités territoriales.

Or, le volet « Région » de la collectivité unique de Mayotte est souvent oublié.

Dans le cadre de la révision du mode de scrutin sur les régions/départements, et concernant la collectivité unique de Mayotte, seul le cas du « département » est pris en compte alors qu'ailleurs aux Antilles par exemple, Guyane et Martinique, des débats sont en cours pour réfléchir sur un mode de scrutin unique.

En Guyane, pour le même nombre d'habitants, et les mêmes problématiques (immigration clandestine par exemple), environ 50 conseillers sont prévus.

Pour Mayotte, il a été dit lors du Pacte pour la départementalisation que le renouvellement de l'Assemblée en 2015 serait l'occasion de réfléchir sur un mode de scrutin propre. Or sans concertation le Gouvernement a décidé qu'à Mayotte, le nombre de représentants passerait de 19 à 26 élus.

Nous souhaitons, attirer l'attention de la Ministre sur l'activité très dense du travail des élus mahorais qui doivent assumer leurs représentations extérieurs et jouer pleinement leur rôle sur tous les fronts en termes de développement économique, d'aménagement et d'action social.

Il est impératif que la compétence régionale en termes de représentativité de la population soit mieux prise en compte et que le nombre d'élus de Mayotte soit identique à celui de la Guyane dont la population est la même.

3. Le volet régional doit aussi être clarifié et mieux pris en compte dans les faits en termes de moyens financiers.

Le Conseil général de Mayotte est un département qui exerce des compétences régionales, mais dans les faits, les moyens ne sont pas là, et des compétences sont exercées avec la Région de La Réunion sans aucune clarification comme la CAF, l'ARS, la Justice/le Pôle Emploi (compétence étatique).

Cette situation ne peut perdurer car elle a une répercussion immédiate et catastrophique sur Mayotte en terme d'allocation financière.

4. En matière de transfert de compétences, nous souhaitons que chaque nouvelle compétence soit évaluée par la Commission d'évaluation de charges.

Il faut réaliser des études d'impact avant tout transfert de compétences pour appréhender au mieux les besoins et les difficultés.

Le Conseil général de Mayotte entreprend d'énormes efforts pour résoudre son déficit budgétaire et cela porte ses fruits car sur les deux derniers exercices, le déficit cumulé du département est passé de 78 M€ à 12 M€. Il faut donc éviter de plomber les comptes du Conseil général au moment où ses difficultés financières sont en phase de se résoudre.

C'est ainsi que nous demandons à l'Etat une intervention du Centre d'études techniques de l'équipement (CETE) pour l'évaluation exacte du patrimoine (collèges, lycées, routes, etc...) avant tout transfert, mais aussi l'évaluation des prévisions budgétaires futures.

Depuis le mois de juillet 2012, le Conseil général de Mayotte a représenté un dossier « des charges indues » au Gouvernement, qui illustre de manière concrète la problématique de l'évaluation des charges lors des transferts de compétence.

Il s'agit de charges supportées par le Conseil général depuis 2004 (date de la décentralisation), qui relèvent de la compétence de l'Etat et ce sans contrepartie financière. Ces charges font partie des éléments qui accentuent le déficit actuel de notre département.

Une analyse fine et précise de nos comptes entre 2004 et 2012, fait état d'un montant global cumulé de plus de 212M€, pour une moyenne de 25M€ /an.

Nous demandons que l'existence de ces charges indues soit enfin reconnue officiellement par l'Etat et qu'une mission d'inspection dans l'île soit mise en route pour définir les périmètres exacts et régler définitivement cette question.

Les agents de la fonction publique à Mayotte descendent régulièrement dans la rue depuis plusieurs mois, pour réclamer l'égalité de traitement avec leurs homologues domiens.

Le Conseil général de Mayotte est en faveur de **l'indexation des salaires dans le secteur public**. C'est une des promesses phares du candidat à la présidence de la république, François Hollande aux yeux des mahorais.

Dans le contexte de vie chère, le dispositif sera un moteur indispensable à l'augmentation de la consommation et ainsi à la relance de l'activité économique. L'indexation des salaires des fonctionnaires de Mayotte sur ceux des autres départements d'Outre-mer, revêt d'une importance capitale en matière d'égalité.

Nous souhaitons que l'Etat des discussions plus ouvertes et plus consensuelles sur le sujet avec les partenaires sociaux pour une mise en place réussie du dispositif à Mayotte.

Les collectivités territoriales de Mayotte sont dans une situation financière très contrainte. L'application de l'indexation sans compensation financière de l'Etat aurait des conséquences dramatiques pour leurs finances.

Au regard des hypothèses retenues, à savoir mise en place rétroactive au 1er janvier 2013, et pour un taux de 40% lissé sur 8 ans avec augmentation progressive, à raison de 5% supplémentaires par an : l'application de la mesure aurait des impacts considérables pour les finances du Conseil général, puisqu'elle se traduit par une hausse de la masse salariale de 16,5 M€ à terme.

Le département de Mayotte sollicite une compensation financière de l'Etat pour faire face à cette nouvelle dépense.

La réforme fiscale va avoir un impact très fort sur les finances des collectivités, notamment sur les recettes du Conseil général et des Communes.

Il serait risqué de ne pas anticiper ces changements et de ne pas prévoir de transition pour permettre aux collectivités d'assumer correctement leurs compétences à court et moyen termes.

Aujourd'hui, presque l'ensemble des recettes fiscales va au Conseil Général. Demain, le département perdra les recettes de l'impôt sur les sociétés, de l'impôt sur le revenu, et des taxes douanières. L'autonomie financière du CG, c'est-à-dire la part de ses ressources propres, va ainsi être particulièrement réduite. Et cela mettra en péril sa capacité à fonctionner et à investir.

L'Etat a pris l'engagement d'accompagner cette évolution avec des dotations spéciales et de conforter le statut de Collectivité unique du Conseil Général, mais pour l'instant aucun projet précis n'a été présenté.

En parallèle de cette forte réduction des recettes du CG, il est très probable que les recettes des communes augmenteront fortement. Les recettes de la fiscalité locales seront a priori modérées, mais celles de l'octroi de mer, versées aux communes pourraient être très importantes (60 M€).

On peut donc anticiper que le Conseil général sera dans une situation extrêmement difficile, qui le privera de marge de manoeuvre pour investir et rendra quasiment impossible d'assumer la hausse mécanique des coûts de fonctionnement que va entraîner l'indexation.

Nous souhaitons la conception d'une transition fiscale visant le bon fonctionnement des collectivités et une amélioration de leur gouvernance. Un scénario intelligent pour Mayotte serait de faire de l'octroi de mer un outil fiscal permettant d'accompagner une transition maîtrisée des recettes, tout en soutenant sur cette période une mobilité d'agents du CG vers les communes (ou vers des intercommunalités qui seraient créées).

Cela aurait pour objectif de mettre en cohérence les masses salariales des collectivités avec leurs recettes et de maîtriser le risque de dérapage global des dépenses de fonctionnement des collectivités mahoraises.

De plus, la taxe foncière présente un risque d'incompréhension et de rejet par la population (le foncier n'étant pas encore régularisé). Nous demandons le report de son application, au moins pour permettre à la régularisation foncière de s'achever.

Le Conseil Général plaide aussi pour la création d'une zone franche urbaine globale à Mayotte afin de dynamiser l'économie locale. Le manque à gagner serait faible pour l'Etat, car il y a peu à taxer à Mayotte. Par contre le développement du secteur privé serait une très bonne chose pour le territoire (y compris pour ses collectivités).

Les dotations de l'Etat pour Mayotte en général

La situation financière difficile des collectivités de Mayotte rendent nécessaire la définition d'un pacte budgétaire d'urgence entre l'État et les collectivités afin d'aider ces dernières à surmonter leurs difficultés financières et de leur donner les outils pour faire face aux enjeux institutionnelles, économiques et sociaux actuels de Mayotte.

A cet égard, nous demandons une augmentation des dotations budgétaires de l'Etat au territoire de Mayotte pour faire face aux nombreux défis auxquels nous sommes confrontés.

Le dossier de la piste longue

Le rapport parlementaire de la commission « Mobilité 21 » sur les grands chantiers remis il y a quelques jours au gouvernement, place le projet de piste longue de l'aéroport de Mayotte parmi les moins prioritaires.

Pour le Conseil général de Mayotte, le projet de piste longue est essentiel pour le développement du territoire. La piste longue permettra le désenclavement aérien de notre jeune 101e département français avec une desserte directe Mayotte-Paris pour les long-courriers gros porteurs.

L'île a un besoin croissant en transport aérien, comme l'ont eu les autres DOM qui possèdent tous un aéroport doté d'une piste de plus de 3 000 mètres. Le projet favorisera à la fois le développement économique et touristique, la création d'une centaine d'emplois, mais aussi la concurrence aérienne qui engendrerait une diminution des tarifs (baisse du prix de billet et du tarif du fret aérien).

La piste longue permettra une capacité d'accueil élargie et par conséquent des retombées économiques favorables pour le développement économique et touristique de l'île.

Nous demandons au gouvernement de se positionner clairement en faveur de la réalisation de la piste longue. Dans la perspective de la RUPeïsation du Département, le projet peut bénéficier d'un appui financier significatif des fonds européens si les décisions qui s'imposent sont prises à temps.

La Rupéïsation de Mayotte et l'enveloppe forfaitaire de 200 M€...

Madame la Ministre, comme vous le savez, nous entretenons depuis plusieurs années maintenant des rapports étroits avec l'Union européenne, notamment au travers du Fonds européen de développement (FED).

Aujourd'hui, la quasi totalité des fonds disponibles dans le cadre du IX FED ont été consommés : travaux du Centre de stockage des déchets ultimes de Dzoumogné (un projet d'envergure qui a mobilisé 8,4 millions d'euros), ainsi que l'achèvement des travaux de gestion des eaux pluviales pour 5 communes de Mayotte (pour un montant de 8 millions d'euros environ).

Dans le cadre du 10ème FED, l'Union européenne nous a récemment accordé une aide budgétaire directe d'un montant de 22,9 millions d'euros sur la période 2012-2013. Cette enveloppe permet d'abonder les politiques du Conseil général en matière économique et sociale. Cette aide directe reflète également la confiance accordée par les autorités de Bruxelles à l'efficacité de nos actions.

Enfin, le Conseil général, en partenariat avec les Terres Australes et Antarctiques Françaises, met en place un programme de préservation de la biodiversité marine dans la zone sud de l'Océan indien, financé à hauteur de 3,5 millions d'euros, toujours via le FED.

Demain, passant du statut européen de territoire d'outre-mer à région ultrapériphérique, le Département de Mayotte verra notamment l'accès à de nouveaux types de financements, issus de la politique de cohésion, qui pourront donner un coup d'accélérateur extraordinaire à notre développement.

Le passage au statut de RUP s'accompagnera également de l'entrée de Mayotte dans l'espace européen, et donc de l'application du droit communautaire sur l'île.

Cependant, et alors que les experts évaluait l'enveloppe qui serait consacrée à Mayotte à 500 millions d'euros sur 7 ans, le Conseil européen a décidé d'une enveloppe forfaitaire pour Mayotte de 200 millions d'euros.

Ce résultat amène une double incompréhension :

- d'abord Mayotte se voit relégué au statut de RUP de second rang, puisque nos cousins réunionnais, guadeloupéens, martiniquais et guyanais sont intégrés à l'enveloppe globale consacrée au RUP, en augmentation d'ailleurs à 3,7 milliards d'euros.
- Ensuite comment peut-on demander au jeune Département de Mayotte d'appliquer demain le droit communautaire avec une dotation forfaitaire si faible? A titre d'exemple, les besoins d'assainissement seuls sont évalués pour l'île à 600 millions d'euros.

Madame la Ministre, Mayotte ne peut commencer sa vie de RUP par une discrimination aussi flagrante. Nous nous préparons à l'échéance de la Rupéisation depuis longtemps, les projets sont là, nous pourrions consommer les crédits ! C'est pourquoi je compte sur votre détermination pour convaincre nos partenaires à Paris et à Bruxelles de la nécessité de revoir l'enveloppe qui sera allouée à Mayotte à la hausse.

L'emploi et le Fonds de Garantie pour la jeunesse de l'UE

Autre enjeu européen clé actuellement, la lutte contre le chômage des jeunes.

Comme vous le savez Madame la Ministre, les 27 états-membres ont adopté lors du Sommet de juin un Plan pour l'emploi des 15-25 ans, qui mobilisera 8 milliards d'euros en 2014 et 2015 dans les régions d'Europe où le chômage des jeunes dépasse les 25%. Ce plan, fondé sur deux piliers, la formation et la mobilité, a pour mesure phare une "Garantie pour la Jeunesse", c'est à dire l'obligation de proposer à un jeune qui est au chômage depuis 4 mois soit un CDI, soit un CDD, soit une formation, soit un stage.

Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne, a comptabilisé les régions françaises éligibles à ce programme : huit régions métropolitaines françaises, auxquelles s'ajoutent les Départements d'outre-mer que sont la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane, la Réunion... mais pas Mayotte.

Par quel prodige notre jeune Département se retrouve t-il exclu de cette initiative ? Pourtant l'enquête emploi de l'INSEE de 2009 estime qu'il y a 31,5% de jeunes de moins de 25 ans qui sont au chômage à Mayotte.

Madame la Ministre, le Président de la République, à l'initiative de cette proposition avec la Chancelière Angela Merkel, ne peut ignorer la réalité du chômage des jeunes qui frappe notre territoire, et personne ici ne comprend ici que Mayotte soit ainsi écarté du Fonds de garantie pour la jeunesse.

Madame la ministre, nous comptons sur votre soutien pour corriger le tir et faire en sorte que le Département de Mayotte fasse partie intégrante du futur plan national pour l'emploi des Jeunes. Il en va de l'avenir de notre île, dont je vous rappelle qu'une personne sur deux à moins de 20 ans.